



Assemblée générale

Distr. générale
22 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

Lettre datée du 8 mars 2010 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration sur la question des îles Malvinas ainsi que le communiqué spécial sur la prospection de combustibles fossiles sur le plateau continental, qui ont été adoptés lors du premier Sommet de l'unité Amérique latine-Caraïbes tenu à Riviera Maya (Mexique), les 22 et 23 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais très obligé de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 23 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 28 mars 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Mexique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Déclaration sur la question des îles Malvinas

[Original : anglais et espagnol]

Les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis lors du Sommet de l'unité, réaffirment leur appui en faveur des droits légitimes de la République argentine, dans le conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quant à la question des îles Malvinas.

Ils rappellent l'intérêt régional porté à la reprise des négociations par la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord afin que ces États trouvent dès que possible une solution juste, durable et définitive au conflit de souveraineté qui les oppose au sujet des îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et dans les zones maritimes avoisinantes, conformément aux résolutions et déclarations pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains.

Ils déclarent en outre que, conformément au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la communauté européenne, l'inclusion des îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud dans le régime d'association des pays et territoires d'outre-mer est incompatible avec les droits légitimes de la République argentine et avec l'existence d'un conflit de souveraineté sur lesdits archipels.

Riviera Maya (Mexique)
Le 23 février 2010

Communiqué spécial sur la prospection de combustibles fossiles sur le plateau continental

Lors du Sommet de l'unité Amérique latine-Caraïbes, la Présidente de la République argentine, Cristina Fernández de Kirchner, a décrit aux chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes les mesures britanniques unilatérales persistantes de prospection et d'extraction de combustibles fossiles dans la zone du plateau continental argentin.

La Présidente de l'Argentine a noté qu'une plate-forme pétrolière semi-submersible avait été installée en vue de commencer des travaux de prospection dans la zone du plateau continental argentin, à quelque 100 milles nautiques au nord des îles Malvinas. À cette occasion, le 2 février 2010, le Gouvernement argentin a adressé au Royaume-Uni une note de protestation, rejetant sa décision d'autoriser ces activités. Cette note de protestation a été distribuée comme document officiel de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains.

À ce propos, les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes ont rappelé la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a « fait appel aux deux parties pour qu'elles s'abstiennent de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation pendant que les îles passent par le processus recommandé » par l'Assemblée.

Riviera Maya (Mexique)
Le 23 février 2010